

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juillet 2022

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2022 - (N° 17)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CF194

présenté par

M. Jean-Pierre Vigier, Mme Bazin-Malgras, Mme Anthoine, M. Descoeur, M. Taite,
Mme Louwagie, Mme Valentin, Mme Corneloup, Mme Bonnivard, Mme Serre et M. Viry

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 83 du code général des impôts est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° Le contribuable dont le foyer fiscal est situé dans une commune classée en zone de revitalisation rurale, au sens de l'article 1465 A du code général des impôts, bénéficie d'une déduction forfaitaire supplémentaire de 5 % sur ses revenus, pour l'année fiscale 2022. »

II. – L'article 157 *bis* du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le contribuable âgé de plus de soixante-cinq ans au 31 décembre de l'année d'imposition, ou remplissant l'une des conditions d'invalidité mentionnées à l'article 195, et dont le foyer fiscal est situé dans une commune classée en Zone de revitalisation rurale, au sens de l'article 1465A du Code général des impôts, bénéficie d'une déduction forfaitaire supplémentaire de 5 % sur ses revenus, pour l'année fiscale 2022. »

III. – Le présent article entre en vigueur pour le compte de l'année fiscale 2022.

« IV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à accorder aux habitants des communes classées en zone de revitalisation rurale (ZRR) une déduction forfaitaire supplémentaire de 5 % sur leurs revenus, prenant en compte les surcoûts que représentent les coûts de l'énergie dans les territoires ruraux.

Plus spécifiquement, alors que les habitants de nos régions n'ont d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour se rendre au travail ou encore pour l'accès aux soins, la hausse des prix des

carburants impacte très directement le pouvoir d'achat des millions de Français vivant en zone rurale.

Ainsi, alors qu'une déduction forfaitaire de 10 % sur les salaires, visant à prendre en compte les frais professionnels couvrant les dépenses courantes, existe déjà, il est ici proposé d'accorder une déduction forfaitaire supplémentaire exceptionnelle de 5 %, applicable pour l'année fiscale 2022.

Ce dispositif inclut également nos retraités : bien que n'exerçant pas d'activité professionnelle, ils font face aussi à une hausse des frais de carburant pour l'accès aux soins, ou encore l'achat de produits alimentaires.